Je tiens à dire au nom des représentants des services de communications destinés aux autochtones qu'il faut cesser de s'en prendre sans cesse aux autochtones. Nous avons eu bien assez de victimes comme J. J. Harper et Donald Marshall.

* * *

L'ACCORD DU LAC MEECH

M. Lee Richardson (Calgary—Sud-Est): Monsieur le Président, ce soir, le premier ministre s'adressera aux Canadiens sur les ondes de la télévision nationale au sujet de l'Accord du lac Meech. À l'instar de la plupart des Canadiens, il me tarde de savoir ce que le premier ministre a à nous dire.

Depuis quelques semaines, le sort de l'Accord du lac Meech est incertain. D'aucuns prétendent qu'il est condamné. Je préfère, pour ma part, adopter une position plus optimiste au sujet de nos efforts pour parvenir à une Constitution qui rassemble le pays.

En tant que Canadien de l'Ouest, je souscris à l'Accord du lac Meech et à l'engagement qu'on y prend de procéder à une réforme du Sénat. On stipule dans l'accord que les gouvernements fédéral et provinciaux doivent se pencher sur la réforme du Sénat. Si l'Accord du lac Meech n'est pas adopté, cet engagement ne tiendra plus.

Je souscris aux efforts déployés par le premier ministre et ses homologues provinciaux, afin de sortir de l'impasse actuelle. J'espère que le discours que prononcera le premier ministre ce soir saura encourager tous les Canadiens.

* * *

LES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, le temps est venu, encore une fois, de désigner la société parasite de la semaine.

Les trois candidats en lice qui ont bénéficié des largesses fiscales des gouvernements libéraux et conservateurs sont Maritime Life, Ocelot Industries et Tridel. Aucun de ces candidats émérites n'a payé un traître sou d'impôt fédéral en 1988. La Maritime Life a réalisé 34 millions de dollars de bénéfices, Ocelot Industries 432 millions et Tridel, 72 millions. Ces sociétés ont fait ensemble des bénéfices de plus de 500 millions, mais elles n'ont pas versé un traître sou d'impôt au gouvernement fédéral. Et ces grandes sociétés ne paieront pas non plus la TPS.

Questions orales

L'heure est venue maintenant de dévoiler le nom du gagnant. L'enveloppe s'il vous plaît.

Le gagnant est Tridel Corporation. Cette grande entreprise de développement immobilier n'a pas payé d'impôts, mais elle a versé, cependant, en guise de contributions politiques, 29 000 \$ au Parti conservateur et 25 000 \$ au Parti libéral en 1988.

Pour avoir respecté fidèlement le vieil adage qui dit: «Ne jamais mordre la main qui vous nourrit», Tridel est déclarée société parasite de la semaine.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA CONSTITUTION

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Les Canadiens sont tous préoccupés par l'impasse où se trouvent les amendements constitutionnels de 1987 et l'incertitude concernant notre avenir constitutionnel. On sait que le premier ministre prendra la parole ce soir sur le réseau national de télévision.

Je demande au vice-premier ministre si dans son allocution ce soir, le premier ministre du Canada annoncera de nouvelles initiatives visant à résoudre cette impasse constitutionnelle?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je crois qu'il serait juste de dire que l'initiative du premier ministre McKenna du Nouveau-Brunswick est très encourageante.

Il serait juste de dire que sa proposition a suscité des réactions en général positives parce qu'elle permet d'adopter l'Accord du lac Meech sans rien en retrancher, mais en ouvrant la possibilité d'y ajouter des éléments nouveaux.

Cela étant dit et compte tenu du fait que le premier ministre a déclaré qu'il n'estimait pas qu'il présentait une solution complète à l'impasse, les autres premiers ministres récalcitrants pourront examiner sérieusement cette proposition et, nous l'espérons, y ajouter d'autres éléments constructifs qui permettront peut-être de débou-